

Apprendre dans l'action sociale : vers une écocitoyenneté

Lucie Sauvé

Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement
Université du Québec à Montréal

Référence : Sauvé, L. (2007). Apprendre dans l'action sociale : vers une écocitoyenneté. In Proulx, D. et Sauvé, L. *Porcherries ! La porciculture intempestive au Québec* (p. 320-337). Montréal : Éditions Écosociété.

La société civile constitue un acteur de l'expertise aujourd'hui largement sous-estimé. Parce qu'elles subissent les risques, les populations sont les mieux placées pour dire ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. C'est une exigence démocratique. C'est aussi un enjeu de connaissance. L'intelligence collective de la société civile peut contribuer à repérer des situations à risque, des négligences menaçantes. La vigilance des populations constitue un maillon irremplaçable pour progresser dans la compréhension des interactions entre santé et environnement. Un nouveau partenariat science-société, devenu incontournable, se tisse lentement.

André Cicolella et Dorothée Benoit Browaeys¹

L'engagement citoyen dans la lutte contre la production porcine industrielle témoigne d'une telle vigilance et lance une alerte majeure. Le mouvement prend de plus en plus d'ampleur, exprimant une plus vaste préoccupation populaire pour l'ensemble des dysfonctions du système de production, de transformation et distribution alimentaire au Québec, en relation avec le macro-système économique dans lequel il s'insère. Ce mouvement de résistance et de revendication, qui associe désormais un nombre grandissant d'acteurs et d'organisations de différents secteurs de la société, est de nature résolument politique et dépasse largement les luttes régionales singulières.

On constate toutefois – et cela confirme une tendance souvent observée en matière d'environnement, de santé ou de justice sociale – que c'est à l'échelle locale, celle des communautés affectées, que le mouvement prend racine. La motivation initiale des citoyens à s'engager dans ce qu'on peut appeler désormais « la lutte porcine » est le plus souvent stimulée par un vif sentiment d'atteinte à la qualité de vie dans l'espace privé et collectif lors de l'implantation de porcherries industrielles dans le voisinage. Le même scénario se répète inmanquablement : un groupe de résidants apprend un jour par les médias, par un informateur ou par le conseil municipal, qu'un projet de porcherie (un premier ou un nouveau projet) s'amène ou qu'une installation en place prévoit s'agrandir. La situation apparaît inacceptable, l'inquiétude s'installe. Des citoyens se mobilisent, généralement rapidement, confiants que s'ils s'investissent collectivement, ils pourront faire quelque chose : le problème sera reconnu et le projet, annulé. Il leur apparaît impensable à prime abord que la situation qu'ils jugent intolérable,

²André Cicolella et Dorothée Benoit Browaeys, *Alertes Santé – Experts et citoyens face aux intérêts privés*. Paris : Fayard. 2005, p.365

non respectueuse des gens et de l'environnement, puisse ne pas trouver un dénouement satisfaisant.

Une phase de dénonciation s'amorce alors, bien énergiquement : réunions de citoyens, lettres ouvertes dans le journal régional, participation aux assemblées municipales, installation de pancartes, etc. Et puis ..., la déception s'installe : ce n'est pas si simple, on se heurte à différentes formes de petits et grands pouvoirs, explicites et occultes, légitimes ou non. Il va falloir s'armer de patience, d'un dossier bien monté et de stratégies d'action efficaces. À la foi enthousiaste et naïve du début (le « bon sens » aura gain de cause !), succède une froide leçon de réalisme. Les troupes s'effritent ou au contraire, se consolident, ou ... les deux ! La tâche est gigantesque, les acteurs ne sont pas nombreux, tous très occupés dans leurs vies personnelles et professionnelles. Qui prendra le leadership ? Où trouvera-t-on le temps et les ressources pour tenir le coup ? Et le temps file : c'est le compte à rebours ... Les acteurs au front de la Coalition santé et environnement, qui ont généreusement accompagné les premiers pas de groupes émergents, connaissent bien cette dynamique.

On le sait : les luttes porcines se déroulent sur un fond de souffrances sociales, celles du producteur et de sa famille, celles des voisins plus directement affectés, celles des autres citoyens qui perdent généralement beaucoup d'illusions, entre autres de pouvoir contribuer à changer les choses (du moins, sans y laisser sa santé et sans trop affecter sa vie privée). La campagne se déchire. Les opposants au développement porcin se voient contraints de baisser les bras ; tout au plus, obtient-on des mesures compensatoires – prévues de toutes façons par la réglementation en place. Se pose alors une question de relance : jusqu'où veut-on aller, jusqu'où pourra-t-on aller pour ne pas abdiquer au bout du compte ?

Les résultats à court et moyen termes sont ainsi généralement décevants en raison de l'emprise du système législatif en place et des rapports de force inégaux. Mais au-delà d'un tel constat, et dans une perspective positive (sans être naïve), il importe de considérer l'apport essentiel à plus long terme de l'engagement citoyen. Un tel engagement génère un important apprentissage collectif au sein des comités de citoyens et contribue (même humblement) à un changement culturel majeur au sein de notre société en général. Plutôt que d'additionner les luttes locales les unes aux autres, on apprend à les cimenter ensemble d'une signification politique – non pas au sens partisan, mais au sens d'un projet social qui se construit collectivement : vers une démocratie participative, vers une agriculture responsable, vers une souveraineté alimentaire.

D'une approche réactive à la menace d'un projet porcin, on peut ainsi passer à une approche proactive : le cas spécifique qui préoccupe les citoyens dans l'espace privé ou de voisinage devient l'occasion de s'approprier le milieu de vie, d'apprendre à travailler ensemble, de construire (à long terme) un tissu social plus fort et de se donner les moyens de concevoir et de réaliser des projets créateurs qui illustrent les valeurs d'autonomie et de solidarité, telles qu'on les définit dans le contexte de chaque communauté. Certes, cela n'exclut pas les vertus et l'efficacité (parfois !) d'une colère bien légitime et de coups d'éclats dans l'immédiat. Cela n'exclut pas non plus les tensions internes et les moments de découragement. Mais l'horizon s'élargit à des transformations profondes.

Ce chapitre se penche sur le potentiel d'apprentissage et de transformation que recèle l'engagement dans une action sociale, soit la lutte contre la production porcine industrielle.

Qu'apprend-on ensemble ?

Le recours au public agit comme une bouffée d'air frais. Sans s'en rendre compte, investisseurs, décideurs, experts, communicateurs gèrent la connaissance entre eux et s'entendent pour évacuer des zones d'incertitude à leur profit. La consultation du public fait émerger et apparaître les refus camouflés, les valeurs inconscientes, et jette donc une lueur accrue sur le débat. Bien sûr, le public n'est pas neutre lui non plus (...) Il défend parfois avec opiniâtreté son quartier, sa rue, sa maison. Parce qu'il est acculé à l'impasse, il imagine aussi des solutions auxquelles personne n'avait pensé, la nécessité stimulant de la créativité, le poussant à trouver autres chose hors des sentiers battus.

André Beauchamp³

André Beauchamp fait ici référence aux démarches de consultation publique, mises en place par l'État, et dont il a une longue et riche expérience. Mais la participation du public s'exerce aussi au premier plan au sein de ce qu'on peut appeler des « groupes citoyens émergents » (Hill 2004), qui se mettent en place de façon plus ou moins formelle, en réaction à un problème particulier dans un milieu, et pour faire entendre leur voix. La troisième partie de cet ouvrage en présente des exemples. Si l'on prenait soin de clarifier les apprentissages réalisés au sein de ces groupes et leur apport global à la compréhension et à la résolution de la problématique, le résultat pourrait être impressionnant. Un tel bilan systématique reste à faire : cela devrait être l'objet d'un exercice évaluatif menés par les groupes eux-mêmes (« bouclant » ainsi leur apprentissage en prenant conscience de leurs acquis) ; cela devrait également donner lieu à un projet de recherche formelle, de type collaborative. Mais pour l'instant, une première observation attentive (incluant une démarche d'observation participante) de la dynamique de ces groupes, au fil des jours, au cœur de l'action, me permet d'identifier différents types d'apprentissage et de les caractériser. Les mettre au jour permet de mieux les valoriser.

L'engagement politique

Suite à l'annonce d'un développement porcin, on apprend d'abord à se tourner vers les voisins immédiats, ceux que l'on connaît déjà et ceux qu'on a ainsi l'occasion d'approcher ; on apprend aussi à identifier et interpeller les groupes communautaires existants. Avec intérêt – parfois avec étonnement ou déception – on constate chez les uns et les autres, une diversité d'approches de la situation : on trouve différents points de vue, parfois convergents et complémentaires, parfois

³ André Beauchamp, L'individu, la collectivité et l'éthique : L'importance de la consultation publique. In Collectif. *L'avenir d'un monde fini. Jalons pour une éthique du développement durable* (163-178). Cahiers de Recherche Éthique, 15. Montréal : Fides. 1991.

divergents. Et puis, au-delà des réactions individualistes (cela ne me concerne pas directement, je n'ai pas le temps) ou naïves (« ils » vont résoudre le problème) ou craintives (diverses peurs émergent) on apprend à créer des alliances, à former un groupe d'action, à le structurer le mieux possible compte tenu des disponibilités et du désir d'engagement de chacun. C'est bien souvent pour beaucoup de citoyens la première occasion d'interagir avec les élus locaux : comment approcher le maire et le conseil ? Quels sont les créneaux et possibilités d'interaction ? Comment participer aux séances du conseil ? Quelle est la culture de gouvernance locale ? Qui sont les acteurs en présence ? Quelles sont leurs priorités ? Leurs alliances ? De quels pouvoirs une municipalité dispose-t-elle ? Et qu'en est-il de la municipalité régionale de comté (MRC) ? Les citoyens peuvent-ils interagir à ce niveau ? Comment ? Et puis au niveau provincial ? Quel(s) ministère(s) approcher ? À qui s'adresser ? Où et comment peut-on exercer un pouvoir d'influence ? Au-delà des urnes, y a-t-il des zones de partage de pouvoir entre l'état et les citoyens ?

Parmi les premiers apprentissages, il y a ainsi ceux qui ont trait aux responsabilités publiques, aux espaces de décision et aux rouages de la vie démocratique : ses possibilités, ses enjeux, ses limites. On prend conscience de l'importance déterminante du système législatif comme agent facilitant ou paralysant, selon le cas. On apprend rapidement que le « fardeau de la preuve » revient aux citoyens, qui doivent assumer des risques non consentis et composer avec des décisions qui leur échappent. Or comment porter ce fardeau ? Comment le retourner vers les responsables des problèmes et risques engendrés et vers les décideurs politiques ? Une forme d'éducation politique (auto et co-éducation) entre progressivement en jeu.

Les premiers échanges entre les citoyens et les élus sont généralement pleins de bonne volonté mais souvent maladroits, de part et d'autre. On ne se connaît pas. L'appropriation n'est pas facile. Le terrain s'annonce parfois carrément hostile au départ. Surtout lorsque le maire et les conseillers, eux-mêmes agriculteurs, perçoivent l'initiative des citoyens comme une ingérence indue dans les affaires agricoles, « leurs » affaires en somme : l'identité même de l'agriculteur semble entrer en jeu. Un clivage entre « eux » et « nous » s'installe alors aisément : identité et altérité se retrouvent en tension dans un contexte de pouvoir à garder, à partager ou à prendre. En témoigne l'interprétation personnelle que donne un producteur laitier, maire d'une petite municipalité de la Montérégie, à un mouvement citoyen dans sa ville, dont il attribue à tort l'origine à une seule personne, du clan des « citadins » qui comptent pour 90% de la population du territoire :

Suite à l'abandon du moratoire sur l'industrie porcine, une citoyenne (...) a ameuté la population sur le fait qu'un producteur agricole ne pouvait gérer la municipalité et édicter des règlements pour contrer la venue éminente de mégaporcherie (...) le mal était fait et la névrose a continué (...) ce sont les mêmes arguments et la même paranoïa qui ont affecté le reste de la province (...) le gouvernement provincial devrait investir en

communication pour combler l'ignorance des résidents. Les phobies qui existent au sujet des porcheries peuvent facilement dégénérer vers d'autres productions animales. ⁴

Un profond fossé culturel se creuse. À défaut de l'éviter par manque d'expérience, il faut apprendre à reconnaître une telle dynamique et, dans la mesure du possible (est-ce utopique?), à mettre en œuvre des stratégies de dialogue.

Plus la démarche de dénonciation et de résistance progresse et plus s'élargit le spectre des acteurs politiques qu'on tente de rejoindre et de convaincre (à la MRC et au sein des ministères), plus on éprouve un rapport de force contraignant. On apprend les incohérences de la gouvernance actuelle : le dossier porcin est morcelé entre trois ministères, celui de l'environnement (le MDDEP), des affaires municipales (le MAMR) et de l'agriculture (le MAPAQ) ; aucune instance ne coordonne les décisions en fonction d'une vision d'ensemble et d'un souci de pertinence au regard de chaque situation spécifique. On apprend qu'il y a une « ligne de parti », une solidarité intra- et inter-ministérielle : une position ferme en faveur du développement porcin, perçu comme fer de lance de l'économie du secteur agricole. On constate la force du lobby de l'Union des producteurs agricoles, dont le président est lui-même producteur de porcs et président de la Financière agricole, qui supporte l'industrie porcine. On constate aussi qu'en haut lieu, une telle situation n'est pas perçue comme un conflit d'intérêts. On peut ainsi confirmer qu'en contexte de globalisation, la sphère politique se tourne résolument du côté de l'économie dominante.

Les citoyens apprennent à apprivoiser leurs déceptions, désillusions, frustrations. À les nommer, à les justifier. Ils apprennent que les décideurs politiques, tant au niveau municipal qu'au sein des ministères, ne connaissent pas bien le dossier porcin, dont ils ont pourtant la responsabilité. Pire, ils ne « savent pas qu'ils ne savent pas » et ne manifestent aucune volonté d'apprendre, en dehors des aspects législatifs et des arguments des « spécialistes » de service dont ils ne questionnent pas (publiquement du moins) la validité ou la pertinence. On apprend que la lutte sera très ardue. Qu'il faut rejoindre les rangs des coalitions et groupes régionaux ou nationaux qui ont fait de l'industrie porcine leur cheval de bataille. Solidarité et courage doivent être au rendez-vous. On apprend qu'au-delà de l'« appareil » régulateur en place et bien verrouillé, la « vraie » politique est une affaire collective, qu'elle se joue ici, maintenant et entre nous, dans nos réunions de cuisine comme dans les rencontres et les manifestations collectives.

On apprend l'importance cruciale de la participation citoyenne. Mais en même temps, on observe les entraves à une telle participation⁵ : la création d'attentes inutiles lorsque des décisions ne

⁴ Robert Beaudry. Mémoire déposé à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec, 2007.

⁵ Ces types d'entraves ont été identifiés par Marie-Rose Sénéchal et Florence Piron, *Participation et consultation des citoyennes et citoyens en matière de santé et bien-être*. Québec : Conseil de la santé et du bien-être. 2004, p. 18.

sont pas prises à la suite d'une consultation⁶ (comme dans le cas des audiences du BAPE sur la question porcine) ; le manque d'information et de transparence de la part des décideurs (entre autres, le secret gardé autour des éventuels projets porcins) ; la prédominance des discours techniques, économiques ou scientifiques par rapport aux savoirs locaux (la fameuse « norme phosphore ») ; l'influence plus grande de groupes d'intérêt très structurés et influents politiquement (notamment l'UPA) par rapport aux individus et groupes moins organisés ; des inférences politiques ou ministérielles (comme celle du MAMR dans le cas du RCI de Kamouraska) ; le manque d'ouverture à la discussion et la proposition de solutions non discutables (relatives à la cohabitation sociale par exemple) ; une vision limitée des problèmes soulevés (il va sans dire !). La participation demeure ainsi soumise à des jeux de pouvoir ; elle sert d'alibi ou d'exercice de relations publiques pour rendre plus légitime certaines politiques ou décisions, comme en témoigne en particulier le mécanisme de consultation prévu par la Loi 54.

On apprend à espérer malgré tout et à lutter dans une telle arène politique où il importe de prendre une place légitime et responsable.

Les institutions publiques se trouvent fragilisées par la perte de confiance que leur témoignent les citoyennes et citoyens, de même que par les exigences qu'ils ont à leur égard : imputabilité, transparence, ouverture. Les citoyennes et citoyens réclament un rôle plus actif dans la conduite des affaires de l'état. La participation peut améliorer la qualité et l'efficacité des politiques publiques. Elle constitue un élément fondamental de la bonne gouvernance. Marie-Rose Sénéchal et Florence Piron⁷

Devant la complexité des enjeux actuels, de plus en plus de gens manifestent un appétit réel pour la chose publique et tentent d'accroître leur participation civile pour faire valoir leur opinion et défendre leurs intérêts. Ils veulent savoir ce qui se trame dans les coulisses du pouvoir, ils désirent intervenir dans la prise de décision et bâtir une relation interactive avec les pouvoirs publics et les entreprises pour dessiner les contours du monde. Sylvie Dugas⁸

L'importance de l'information : le rapport entre savoir et pouvoir

A s'engager dans la lutte porcine – comme sur tout autre terrain de revendications environnementales ou sociales - on se rend rapidement compte du lien très étroit entre le savoir – via l'information – et le pouvoir : l'information, c'est le « nerf de la guerre » ! Les citoyens sont aisément qualifiés d'interlocuteurs subjectifs, émotifs, non pertinents, illogiques et mus par des

⁶ Environ 90 % des recommandations faites à l'issue des commissions parlementaires au Canada sont laissées en plan et tablettées. A tous les paliers de gouvernement, la prise en compte des opinions exprimées est discrétionnaire. (Sylvie Dugas, *Le pouvoir citoyen, La Société civile canadienne et québécoise face à la mondialisation*, Montréal : Fides, 2006, p. 306 - selon l'Observatoire de la démocratie affiliée à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, démocratie et citoyenneté.

⁷ Marie-Rose Sénéchal et Florence Piron, 2004, extraits, p. 15-17.

⁸ Sylvie Dugas, 2006, p. 8.

motivations égoïstes. Ainsi, dans le guide pratique du producteur porcin intitulé « Comment vivre en harmonie » publié par la Fédération des producteurs de porcs du Québec (sans date), on peut lire que « les obstructions locales systématiques de la part des collectivités » sont associées au syndrome « pas dans ma cour » : « Presque toutes les plaintes formulées font référence à des enjeux collectifs alors qu'en réalité elles touchent souvent des intérêt de nature plus privée : la crainte d'une nuisance comme l'odeur et la diminution de la valeur de la propriété qui pourrait en résulter. »⁹. Du côté des technocrates, on minimise la capacité des citoyens « ordinaires » de s'approprier les connaissances scientifiques et de participer de façon éclairée aux débats : « Est-ce que la majorité des citoyens ont les connaissances et les capacités intellectuelles pour contribuer de façon appropriée aux décisions politiques concernant les questions complexes de nos sociétés industrielles ? »¹⁰

Face à de telles affirmations, on reconnaît l'importance de développer une argumentation solide, fondée sur des informations valides et vérifiables. Certes, il arrive souvent au départ, que les citoyens soient mus par des inquiétudes de proximité, qu'ils ne disposent que d'indices et appréhendent de façon encore floue les diverses dysfonctions liées à l'industrie porcine. Ils réagissent de façon bien légitime à une atteinte à leur propre espace de vie. Mais au fur et à mesure qu'on se documente, les morceaux de la mosaïque se mettent en place et l'argumentaire s'enrichit : d'un symptôme d'odeur locale on rejoint une problématique sociale et environnementale majeure. On apprend à repérer les informations, à les valider, à les associer à des sources vérifiables. On apprend à monter un dossier, à tisser un fil de signification entre des données éparses relatives à des domaines aussi divers que la législation, l'écologie des sols, celle des eaux douces, l'agronomie, l'économie, les sciences de la santé, etc. Un tel apprentissage est généralement source de satisfaction et de motivation.

On se rend compte toutefois que toute l'information souhaitée n'est pas disponible ou n'est pas à jour : par exemple, on ne trouve pas de données sur la qualité de l'eau souterraine ou celle du segment local de la rivière, ou encore on apprend qu'il n'existe aucune étude relative à la pollution diffuse dans le contexte qui nous intéresse. Par ailleurs, on arrive difficilement à vérifier la crédibilité des informations accessibles. Dans certains cas, comme à Richelieu, les citoyens ont dû prendre eux-mêmes l'initiative d'une étude de dispersion des odeurs ; ils ont appris à lire des figures et graphiques complexes et à défendre la validité méthodologique de la recherche. Ils ont entrepris un monitoring de la qualité de l'eau. Ils ont ainsi acquis des habiletés relatives à l'activité scientifique.

A travers tout cela, l'un des apprentissages majeurs est celui de l'esprit critique : on apprend par exemple, à déconstruire les idées reçues et les arguments fallacieux, à débusquer les

⁹ Fédération des producteurs de porcs du Québec, p. 12-13.

¹⁰ Frank Fisher, *Citizens, Experts, and the Environment – The politics of local knowledge*. London : Duke University Press. 2002, p. IX.

incohérences et les tentatives de mystification pseudo-scientifique, à exiger des justifications. On apprend aussi à travailler avec l'incertitude, le doute, les controverses. Tout n'est pas si clair ou tranché, il y a des zones d'ombre. Et celles-ci ne doivent pas être occultées, mais reconnues. Elles font généralement appel au principe de précaution.

Et puis, on apprend progressivement à distinguer deux types de savoirs, tels que définis par Robert J. Hill¹¹ :

- Les savoirs formels, appelés aussi savoirs officiels ou « codifiés », produits et diffusés par le pouvoir en place et qui vise à maintenir le statu quo, à justifier des décisions prises en amont, en fonction de visées politico-économiques. Ces savoirs sont issus d'une culture dominante qu'ils contribuent à renforcer. Il s'agit le plus souvent de savoirs techno-rationnels, basés sur des modèles mathématiques (de nature économique ou agronomique par exemple), qui correspondent à des abstractions théoriques menant à des généralisations. Les experts producteurs de tels savoirs en revendiquent l'objectivité et le caractère soit disant consensuel. Leur dimension éthique est occultée ou distordue. Ce type de savoirs « certifiés » est associé à la vérité et détermine ce que la réalité sociale doit être, et non ce que les citoyens expérimentent ou éprouvent. L'utilisation de ces savoirs intimide le public et rend illégitime leurs revendications, portant ainsi atteinte à la démocratie.
- Les savoirs locaux, d'expérience, appelés aussi savoirs « fugitifs » parce qu'ils échappent aux canons du savoir formel, ils ne sont pas soumis au contrôle des spécialistes. Ces savoirs sont générés par des citoyens à partir de leurs observations, de leurs réflexions, de leur propre enquête dans le milieu ou de leur expérimentation. On les appelle aussi « savoirs informels », « savoirs expérientiels », savoirs de sens commun » ou « savoirs ordinaires », souvent racontés sous forme narrative, comme des « histoires »¹². Il s'agit de savoirs pratiques situés en contexte, qui tiennent compte des réalités sociales, culturelles, historiques. Les citoyens producteurs de ces savoirs reconnaissent le caractère complexe, conflictuel et ambigu de la situation. Ces savoirs permettent entre autres de remettre en question les choix méthodologiques des experts et l'interprétation des résultats par les décideurs. Pas étonnant que ces derniers discréditent volontiers le savoir populaire, ainsi mis sous silence ou marginalisé ; parfois ils le récupèrent, en l'inscrivant dans le cadre de signification du pouvoir dominant. Le savoir fugitif dérange. Il ouvre des voies alternatives qui confrontent le statu quo.

¹¹ Robert J. Hill, 2004, Fugitive and codified knowledge: implications for communities struggling to control the meaning of local environmental hazards. *International Journal of Lifelong Education*. 23(3), 221-242.

¹² Frank Fisher, 2002, p. 170-192.

Poursuivant leur enquête, les citoyens engagés dans la lutte porcine apprennent à composer avec le savoir formel ou « officiel », qui sert trop souvent à les mystifier et à les faire taire. Par exemple, avec un peu de recul et en interrogeant des spécialistes, il portent un regard critique sur la méthodologie adoptée par les experts du gouvernement pour l'étude de la qualité de l'eau potable dans sept bassins versants¹³, dont les conclusions minimisent les risques engendrés par l'industrie porcine (voir le chapitre 10 de cet ouvrage) ; ils saisissent d'abord intuitivement, puis de façon mieux informée, les limites de la fameuse « norme phosphore » qui balise les décisions relatives au contingentement et à l'octroi de permis d'établissement porcin ; ils comprennent qu'un modèle mathématique comme celui mis au point par les experts du MDDEP¹⁴ pour prédire la quantité de phosphore déversée dans le cours d'eau local, ne tient pas compte de la complexité des facteurs en jeu dans les différents contextes (voir chapitre 15 de cet ouvrage) ; ils observent la contradiction entre l'approche « ferme par ferme » utilisée pour l'octroi de permis (en fonction du nouveau Règlement sur les exploitations agricoles) et l'approche par bassin versant adoptée par la politique de l'eau au Québec. Ils découvrent les enjeux de pouvoir liés à l'utilisation de la science et saisissent les limites de l'argument scientifique. On se souvient que se sont les savants calculs des ingénieurs forestiers qui ont servi à légitimer la coupe abusive de la forêt québécoise. On se souvient du « credo » des sciences agronomiques qui a mené à l'érosion des sols et à la pollution de nos plus belles rivières.

Science et politique forment un couple explosif, avec un risque de confusion permanent entre les rôles des uns et des autres. Le scientifique ayant coiffé sa casquette d'expert peut préciser les chiffres d'une contamination, de la progression du cancer, des distances de propagation d'un pollen transgénique (...). Mais il n'a pas de compétence particulière pour dire comment user du principe de précaution, ni comment juguler la surutilisation des produits chimiques. En se tournant trop souvent vers l'expertise scientifique, les décideurs se défont de leurs responsabilités et soumettent les chercheurs à une dérive risquée. André Cicolella et Dorothée Benoit Browaeys¹⁵

Au-delà de ces constats, les citoyens apprennent aussi à reconnaître la valeur du savoir endogène, « fugitif », et son rôle essentiel dans la compréhension de la problématique et la recherche de solutions. Par exemple, ils partagent leurs connaissances empiriques du milieu, ils valorisent l'expérience des producteurs porcins alternatifs qui ont expérimenté le mode d'élevage sur litière et ils constatent les avantages de groupes d'achats solidaires de produits locaux et écologiques.

¹³ Rousseau, N. et coll., *Étude sur la qualité de l'eau potable dans sept bassins versants en surplus de fumier et impacts potentiels sur la santé*. Québec : Gouvernement du Québec. 2004. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/sept-bassins/sommaire.pdf>

¹⁴ Gangbazo, G., Pesant, A.R., Cluis, D. et Couillard, D. (1992). Étude en laboratoire du ruissellement et de l'infiltration de l'eau suite à l'épandage du lisier de porc. *Canadian agricultural engineering*, 34(1), 17-25.

¹⁵ André Cicolella et Dorothée Benoit Browaeys, 2005, p. 343

Les enjeux de la communication

Très tôt, en cours de route, les citoyens comprennent que la communication (tout comme l'information) est une composante stratégique essentielle de leur action. Il faut apprendre à formuler un message simple et clair, à produire des tracts, des affiches et des dépliants, à rédiger un bon communiqué de presse, à identifier les médias appropriés, à interagir avec les journalistes, à organiser des conférences de presse, à imaginer des mises en scènes pour attirer l'attention et frapper l'imaginaire, etc. Il faut s'exprimer efficacement en fonction de son public, présenter une argumentation solide, prévoir les questions et commentaires afin d'y réagir adéquatement. Dans cette démarche de communication, on se rend compte que les médias sont souvent de fort bons alliés. De plus en plus, tel qu'observé par Jean-Luc Martin-Lagardette¹⁶, la pratique du journalisme s'ouvre à ce qu'on appelle l'information responsable. Un « journalisme citoyen » (différent du journalisme « libéral ») devient médiateur et auxiliaire de la démocratie, exerçant un contre-pouvoir pour défendre l'intérêt des citoyens dans leur ensemble et non seulement ceux qui sont du côté du pouvoir

Mais en lien avec leurs activités de communication (dont les manifestations qu'ils organisent), les citoyens apprennent aussi à composer avec les mesures d'intimidation du pouvoir en place, celui du lobby du porc (dont l'UPA, comme à la période noire du syndicat des « *teamsters* ») : les lettres de blâmes avec copies conformes aux patrons, les mises en demeure et les menaces de représailles (explicites ou implicites) sont monnaie courante dans l'affaire porcine. Les « barons du porc » savent bien manier ce genre d'armes dissuasives. Ils s'adressent aux personnes plutôt qu'aux groupes de citoyens, les isolant ainsi dans la peur. Les citoyens doivent apprendre la signification et la portée de ces mesures légales. Ils doivent s'informer de leurs droits et responsabilités civiles, et saisir les limites (légales et implicites) de la liberté d'expression. Entre autres, quelle est la différence entre l'« atteinte à la réputation » de quelqu'un et le partage ou la diffusion d'informations sur les positions des uns et des autres ? Il s'agit là d'un apprentissage souvent courageux, car en l'absence de moyens financiers, il n'est pas aisé d'avoir recours aux conseils d'un avocat. La joute est nettement à armes inégales ! On apprend à se défendre avec « les moyens du bord », en investissant un temps considérable à porter le fardeau de sa propre défense. On apprend que la loi est froide et qu'elle est peu sensible à la dimension éthique des situations contextuelles.

Des apprentissages multiples et fondamentaux

En l'absence de moyens financiers adéquats (de moyens tout court!), les citoyens doivent également s'informer des démarches nécessaires pour donner au groupe une existence légale, lui permettant entre autres de solliciter des appuis financiers, de faire des levées de fonds, d'assurer à ses membres un certain degré de protection. On apprend donc à mener à bien de telles démarches, à organiser des campagnes de recrutement et de financement. On apprend à créer des partenariats, à s'associer à des réseaux, à mettre à profit l'expérience des autres, à consulter des experts et à solliciter une contre-expertise. Le citoyen engagé devient un homme ou une femme

¹⁶ Jean-Luc Martin-Lagardette, *L'information responsable*, Paris : Charles Léopold Mayer, 2006, p. 15.

orchestre! En accéléré et dans l'urgence, utilisant le temps résiduel – de plus en plus rétréci - de sa vie privée et professionnelle, il développe des multi-compétences.

Mais plus fondamentalement encore, à travers leur « saga » porcine, les citoyens apprennent à mieux connaître leur milieu, leur biorégion, avec ses dimensions écologiques et culturelles. Ils re-découvrent leur paysage, leurs ruisseaux et rivière, le vent, la pluie ..., sous d'autres angles. Ils se sentent y appartenir encore davantage. Ils s'interrogent sur eux-mêmes et sur leur relation au milieu. Qui sommes nous ici sur ce territoire ? D'où venons-nous ? Que voulons-nous faire ensemble ? Quel est notre « projet d'environnement », notre projet social ? Que pouvons-nous faire ensemble ? Quelles sont nos valeurs communes ? On apprend à apprendre les uns avec les autres, les uns des autres. On apprend la démocratie en vivant une expérience démocratique. On s'exerce à la communication dialogique, celle qui respecte l'autre, qui reconnaît les valeurs qu'il porte et vise la construction de savoirs. On apprend à se mettre en projet, ensemble. On apprend la patience, la tolérance, la solidarité, l'authenticité. On apprend qu'il n'est pas si facile d'apprendre tout cela, que la déception est souvent au rendez-vous. Si certains apprennent malheureusement à se taire (sous l'effet de mesures d'intimidation), la plupart apprennent à ne pas se décourager. On apprend qu'on a tellement besoin les uns des autres.

Comment apprend-on ?

On apprend généralement dans l'urgence, dans le chaos, dans le désordre. Par bribes, par juxtaposition d'informations parfois contradictoires. On reconstitue peu à peu les morceaux d'un gigantesque casse-tête, dont on apprendra que, de toutes façons, il manque des pièces. En l'absence d'une vision d'ensemble au départ, on se crée des petits « îlots de rationalité » (selon l'expression de Gérard Fourez¹⁷) qui nous procurent une première compréhension de certains éléments de la problématique. Les îlots forment bientôt un premier archipel. Mais il y a tout un continent à découvrir!

Au sein du groupe, on compte parfois sur un « éclaireur » plus averti ou plus courageux ; on se répartit la tâche aussi. Une dynamique s'installe souvent spontanément : tous se mettent aux aguets d'informations à partager et les courriels fusent. Les journaux et Internet sont des médias privilégiés. On puise aussi à la « bibliothèque » des autres groupes ou de la Coalition Santé et Environnement¹⁸. A force de lire sur le sujet, on devient plus compétent à mieux comprendre les textes, on peut faire des liens, on devient plus critique aussi.

Mais tout n'est pas écrit. Et puis, il faut traiter et interpréter les informations recueillies. Quant aux savoirs « fugitifs », il se forgent ici, maintenant et entre nous : ils sont rarement notés, systématisés. On apprend donc ensemble, à travers les discussions de groupe (organisées ou, le plus souvent, informelles). On apprend de notre mémoire collective, de l'expertise spécifique de chacun des membres du groupe, de l'expérience des autres groupes et des « seniors » de la question porcine, qui donnent généreusement leur temps. Les incidents critiques – ces incidents

¹⁷ Gérard Fourez, *Alphabétisation scientifique et technique*. Bruxelles : De Boeck-Westmael. 1994.

¹⁸ <http://coalitioncitoyenne.boutick.com/>

qui nous surprennent, nous dérangent, nous déstabilisent – deviennent des occasions privilégiées pour débattre entre nous. On apprend en se mettant en projet ensemble, souvent par essais et erreurs. On apprend en se donnant des mandats d'enquête et en discutant les résultats en vue de les interpréter.

Pour caractériser cette façon d'apprendre au cœur de l'action, cet apprentissage qui advient alors que les personnes vivent, travaillent et s'engagent dans l'action sociale, Griff Foley¹⁹ propose l'expression « apprentissage incident ». Ce dernier prend place dans la lutte sociale, il est complexe, contre-hégémonique (il ne converge pas avec le savoir officiel) ; il est parfois contradictoire et sujet à débat ; il ne cache pas délibérément son lien avec des valeurs sous-jacentes. Il est lié à un contexte et à une culture spécifique, qu'il conforte et contribue à transformer aussi. L'apprentissage incident produit des « *savoirs hybrides, hétéroclites, qui sont ancrés dans des systèmes de valeurs, des réseaux de sociabilité, des intérêts, des rapports de force, des expériences vécues* »²⁰. Un tel « apprentissage social » émerge de la confrontation de différentes visions du monde au sein de groupes dont les membres travaillent ensemble à résoudre des problèmes de leur milieu de vie²¹. Il permet aux gens d'avancer, de poursuivre leur projet. Il est cependant trop rarement clarifié : ceux qui construisent ce type de savoirs s'attardent peu à en prendre conscience, à le systématiser et à en témoigner. Il importerait pourtant de reconnaître ces savoirs comme un véritable patrimoine collectif !

Pourquoi apprendre ensemble ?

Par les questions qu'ils posent et par les savoirs qu'ils construisent, les groupes de citoyens enrichissent la compréhension de la problématique de la production porcine et contribuent à recherche de solutions, bien au-delà des solutions technologiques de surface visant à réduire les impacts d'une industrie qui s'avère dans l'ensemble insoutenable. Mais plus encore, en intégrant ces savoirs entre eux, les citoyens contribuent à construire la signification sociale de la problématique : l'industrie porcine, actuellement en grande difficulté, illustre à elle seule l'ensemble des dysfonctions de l'agriculture industrielle. Elle manifeste « la colonisation de notre monde par l'intrusion des système économique et politique » (selon l'expression de Robert J. Hill), là où il faut pourtant travailler ensemble à se définir, à clarifier ses croyances et ses valeurs, à reconstruire notre rapport à la terre, à la vie. La problématique porcine participe au « rétrécissement de l'espace de démocratie dans la société civile ».

Il va sans dire que la signification « officielle » de la problématique est tout autre, comme en témoigne, à travers les solutions proposées, le récent *Plan d'action concertée sur l'agroenvironnement et la cohabitation harmonieuse* (MAPAQ, MDDEP et UPA, 2007, p. 18-19, 28) : on y envisage le développement technologique (pour atténuer les effets de la production industrielle), l'aide financière de l'état à cet effet et l'éducation du public afin de contrer

¹⁹ Griff Foley, *Learning in Social Action. A contribution to understanding informal education*. Zed Books, 1999, p., 4.

²⁰ Marie-Rose Sénéchal et Florence Piron, 2004, p. 30.

²¹ Le récent ouvrage dirigé par Arjen E.J. Wals, *Social learning towards a sustainable world*, est consacré à l'apprentissage social en matière d'environnement.

l'opposition des « citadins » installés en milieu agricole, eux qui ne comprennent pas les réalités de l'agriculture contemporaine. Ce à quoi veut contribuer la FPPQ, avec les fiches pédagogiques qu'elle destine aux enseignants du primaire²², dans l'espoir de convaincre les enfants et leurs parents du bien-fondé de l'industrie porcine. En aucun cas, le mode de production industriel n'est remis en question : on conçoit plutôt que les difficultés qu'éprouve actuellement le secteur porcin sont conjoncturelles et non structurelles.

A travers la lutte qu'ils mènent et les savoirs qu'ils construisent, les groupes de citoyens tentent de prendre le contrôle de la signification de la problématique qui, jusqu'ici, a été fabriquée et imposée par le pouvoir en place, mû par des intérêts économiques. Les citoyens deviennent des producteurs de culture observe Robert J. Hill, non seulement au niveau local, mais aussi au sein de la société en général. Une culture, c'est une façon d'être, d'agir, d'interagir dans et avec le monde, en fonction d'une certaine vision du monde. Il s'agit ici d'une agri-culture, d'une culture du rapport à la terre, au vivant, à l'alimentation ; et aussi d'une culture de démocratie participative, d'équité sociale et de justice environnementale.

C'est ainsi que les luttes citoyennes dans le dossier porcin – comme dans toute autre lutte environnementale ou sociale – prennent tout leur sens et leur pleine valeur. Il s'agit de véritables chantiers d'éducation communautaire et populaire, où on apprend ensemble et à sa manière, de façon à s'engager et transformer le monde. Il importe d'en prendre conscience.

²² <http://www.leporcduquebec.qc.ca/fppq/education-2.html>